

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE :
ARTICLE :
PROJET :
LIGNE BUDGETAIRE :

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX

N° 25/CS/2025

ACHAT D'ARBRES ET DE PLANTES

« COMMUNE DE SALE »

LOT UNIQUE

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (CPS)

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 , paragraphe 1 de l'article 20 , l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Appel d'offre réservé aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneur

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 5: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

ARTICLE 6 : TEXTES RÉGLEMENTAIRES

ARTICLE 7 : VALIDITÉ DU MARCHÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR

ARTICLE 9: NANTISSEMENT

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 11 : DÉLAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHÈVEMENT

ARTICLE 12 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 13 : CARACTÈRE DES PRIX

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 16 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

ARTICLE 17 : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 18 : MODALITÉS ET CONDITIONS DE LIVRAISON

ARTICLE 19 : MODALITÉS DE RÉGLEMENT

ARTICLE 20 : RÉCEPTIONS PROVISOIRE ET DÉFINITIVE

ARTICLE 21 : PÉNALITÉS POUR RETARD

ARTICLE 22 : CAS DE FORCE MAJEUR

ARTICLE 23 : FORMALITÉ D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 25 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

ARTICLE 26: RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

ARTICLE 27 : LES PERSONNES CHARGÉES DE SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

CHAPITRE II : CAHIER DES PRÉSCRIPTIONS TECHNIQUES ET BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

ARTICLE 28 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX

ARTICLE 29 : BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

**ACHAT D'ARBRES ET DE PLANTES
"COMMUNE DE SALE" LOT UNIQUE**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 , paragraphe 1 de l'article 20 , l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par

Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

Mr

Agissant en qualité de.....

Agissant au nom et pour le compte de

Au capital de.....Taxe professionnelle n°

Inscrit au registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous N°

IFN°.....ICE n°.....

Faisant élection de domicile au

.....

...

N° téléphone.....Fax.....E-mail.....

Titulaire du compte bancaire RIB N°.....

.....

Ouvert auprès de.....

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Désigné ci-après par le terme « Fournisseur ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT

**ACHAT D'ARBRES ET DE PLANTES
"COMMUNE DE SALE" LOT UNIQUE**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 , paragraphe 1 de l'article 20 , l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par
Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Faisant éléction de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

**ACHAT D'ARBRES ET DE PLANTES
"COMMUNE DE SALE" LOT UNIQUE**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 , paragraphe 1 de l'article 20 , l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention soussigné :

- Membre 1 :

M qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont

Conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n° Registre de commerce de sous

le n°..... Affilié à la CNSS sous n° IFn°..... ICE

n°.....

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire

Du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire

Commun RIB (24 positions)

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

Le présent appel d'offres a pour objet : achat d'arbres et de plantes - Commune de Salé – Lot unique -

- Le Présent marché est à lot unique.

Cet achat comprend la livraison.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

Les fournitures objet du présent appel d'offres en lot unique consistent en ce qui suit

Arbres

Fourniture de Ficus retusa (H=2,50 à 3,00 m ;Ω= 22 à 24cm.pot= 65 L)

Fourniture de Populus negra italica . (H=3,50 à 4,00 m ;Ω= 16 à 18cm;pot= 45L)

Fourniture de Brachychiton Discolor de (H=2,50 à 3,00M ;Ω= 22 à 24cm ,pot= 65 L)

Fourniture de Populus negra (H=2,50 à 3,00 m ;Ω= 22 à 24cm ,pot= 65 L)

Fourniture de citrus aurantium (H=2,50 à 3,00 m ;Ω= 26 à 28cm ,pot= 65 L)

Fourniture de cupressus sempervirens stricta de (H=3,00 à 3;50 m ; force 150/200cm , pot= 65 L) Ce prix

Fourniture de Delonix regia (H=2,00 à 2,50 m ;Ω= 14 à 16cm ,pot= 45L)

Plantes

Fourniture de phoenix robinilli simple stype (H=0,70 à 0,80 m,pot 50 l)

Fourniture de Eugenia boule (Ω= 50 à 60cm,pot 20 l)

Fourniture de Pittosporum Tobera boule.

Fourniture de strilithzia reginie

Fourniture de Clivia Miniata.

Fourniture d'agapanthe praecox

Fourniture de Rosier varié.

Fourniture de limonium (clorophetum)

Fourniture de Laurier panaché.

Fourniture de Gazania.

Fourniture de Duranta Repens.

Fourniture de Pennisetum cetasum rubrum.

Fourniture de Pennisetum cetasum.

La présente fourniture sera livrée à la pépinière de la Commune de Salé sise au Boulevard Mohamed V –

Tabriquet et qui sera destinée pour les jardins et les voies non intégrés dans le marché 52/CS/2024 relatif à l'entretien courant des espaces verts.

ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 : MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président de la commune de Salé

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

5.1 Les documents constitutifs du marché

Les documents constitutifs du marché sont celles énumérées ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T):

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS)
3. Le bordereau des prix - détail estimatif-
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016),

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité n°**2-22-431** et en tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

5-2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de services ;
2. Les avenants éventuels ;
3. La décision prévue au paragraphe 3 de l'article 36 relatif aux modifications des

Prestations en cours d'exécution.

ARTICLE 6 : TEXTES REGLEMENTAIRES

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

1. La loi organique N° 113-14 relative aux communes.
2. Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
3. L'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés.
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicable aux marchés de travaux (CCAG-T) approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016) ;
5. Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-19-184.
6. Décret n° 2-17-451 du 23/11/2017 portant règlement de la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération intercommunale.
7. Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
8. Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n° 2-86-99 du (14/03/1988) ;
9. Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
10. Le Dahir n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.

Le fournisseur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent. L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. Le fournisseur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

- Le marché qui résultera du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Président de la Commune de Salé.
- En application de l'article 143 du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, l'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **60 (Soixante) jours** à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.
- Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 36 du décret 2-22-431, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.
- Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du Maître d'ouvrage.
- Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le Maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti.
- Toutefois, le Maître d'ouvrage peut, avant l'expiration du délai visé au paragraphe premier ci-dessus proposer à l'attributaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR

A défaut par le fournisseur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T, en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise, lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 Février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de commune de Sale, **ordonnateur** ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier **Préfectoral de salé** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants ;

- Les certificats de qualification relatifs à la nature des travaux à sous-traiter lorsqu'ils existent ainsi que les références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir **la fourniture de Ficus retusa (H=2,50 à 3,00 m ; Ø= 22 à 24cm.pot= 65 L) Objet du prix N°1.**

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc conformément au paragraphe 5 de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023).

En cas de sous-traitance, le titulaire est tenu de faire recours à l'emploi de la main d'œuvre locale.

Lorsque le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il ne peut le faire qu'au profit des prestataires installés au Maroc notamment aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

ARTICLE 11 : DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de 03 (Trois) mois Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures. Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Toutes les prolongations et diminutions du délai d'exécution doivent être précisées selon les dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux

ARTICLE 12 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires. Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures.

ARTICLE 13 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont unitaires, fermes et non réversibles et ils sont établis en dirhams marocains, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché jusqu'au lieu d'exécution de ladite prestation.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **7000,00 Dirhams (Sept mille dirhams)**. Elle sera restituée aux candidats après le jugement de la commission de l'ouverture des plis. Pour l'attributaire, elle lui sera restituée dès réception de la caution définitive.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

Les cautionnements peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires.

Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG TRAVAUX.

Le cautionnement provisoire reste acquis dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée conformément au paragraphe 4 de l'article 43 du décret précité ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret précité;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse de recevoir l'approbation du marché qui lui est notifiée dans le délai fixé par l'article 142 du décret précité.

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au fournisseur.

ARTICLE 16 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

Le fournisseur doit informer le maître d'ouvrage de toute modification ou résiliation concernant les polices d'assurances prévues par le présent article sous peine de l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG-T.

ARTICLE 17 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 18 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1-Modalités de livraison

La livraison des fournitures objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché à la pépinière de la Commune.

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison établi en quatre exemplaires ce bon doit indiquer :

1-la date de livraison

2-la référence au marché

3-l'identification du fournisseur

4- l'identification des fournitures livrées (n° du marché, n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantité livrées .etc.)

2- Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue au magasin municipal de la commune de salé - siège de la commune- près de la gare routière avenue hassan II. En présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur. Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché ou entre les échantillons déposés et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT

Il se fait application des dispositions des articles 60,61,62,63,64et 68 de CCAG-T. Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base des décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie et des pénalités de retard, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maitre d'ouvrage, les sommes dues à l'entrepreneur seront versées au compte bancaire ouvert au nom du concurrent indiqué au préambule du présent CPS.

Les attachements doivent être déposés électroniquement conformément aux dispositions du décret n°2-19-184 modifiant et complétant le décret n°2-16-344 fixant les délais de paiement et des intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

ARTICLE 20 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché. Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif, et avec les échantillons déposés par le titulaire du marché.

A l'issue de ces opérations le maitre d'ouvrage prononcera la réception provisoire et la réception définitive.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès-verbal de réception provisoire et définitive signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage et en présence du fournisseur.

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir réalisé la livraison des fournitures dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur. L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché. Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8 % du montant initial du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG –Travaux.

ARTICLE 22 : CAS DE FORCE MAJEUR

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un évènement de force majeure sont définis comme suit :

La neige : 30cm

La pluie : 60 mm

Le vent : 60 Km/h

Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 23 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Les formalités d'enregistrement, telles qu'elles résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application des articles 28 et 162 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics.

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics celles prévues aux articles 28,33,40, 47,48,49,50,51,52,54,58,65,67,70,79 et 80 du CCAG- travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire, sans autorisation de continuer l'activité, ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché.

Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétences dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE 26: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81 ,82,83et 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions des articles précités, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 27 : LES PERSONNES CHARGEES DE SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

-Le Chef de la Division des Travaux et d'Aménagement Urbain

-Le Chef de Service des Espaces Verts

ARTICLE 28: CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX

Il est à signaler que les prix de tous les articles objet du marché comprennent l'achat, le transport et la livraison aux endroits indiqués par le maître d'ouvrage.

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Arbres

Les caractéristiques de genre, espèce, de variété, de force ainsi que les quantités doivent être respectés

Les plantes doivent être de bonne qualité et de premier choix, saines et vigoureuses, de qualité loyale et marchande, bien constituées et leurs ramifications équilibrées, leurs troncs doit être bien lisse, rectiligne ne devra pas présenter de cicatrice d'émondage, les racines seront sans écorchures, bien ramifiées pourvue d'un chevelu suffisamment abondant conserver autant que possible dans son intégrité. Les mottes volumineuses et non brisées, Leur taille, devra être respectée. Toutes les plantes doivent être livrées en pot ou en sachets plastiques telle que spécifiée dans le bordereau des prix. La circonférence du tronc des arbres est mesurée à 1 mètre au-dessus du collet. Le maître d'ouvrage pourra demander, pour vérification de l'appareil racinaire, le démontage complet d'une motte.

Dès la notification d'approbation du marché l'entrepreneur organisera une visite en pépinières au cours desquelles les végétaux requis seront choisis,

Plantes

Ces végétaux doivent être de bonnes qualités et de premier choix, sains, bien constitués, exempts de toute maladie, sans mousse ni gerçure et présenter toutes les caractéristiques d'une végétation vigoureuse, livrée en sachets.

Livraison des végétaux- transport-manutention

La livraison des végétaux devra exécuter selon les règles de l'art, l'entrepreneur devra aviser le maître d'ouvrage ou son représentant chaque fois qu'un approvisionnement de végétaux sera réalisé, de façon que celui-ci puisse éventuellement en vérifier la qualité et préparer l'endroit de déchargement.

Transport

Le transport des végétaux sera effectué dans des camions à toiture et enceinte bâchés, à l'abris de tout dessèchement par déplacement de l'air.

Toutes les précautions devront être pris par le titulaire ou son transporteur pour éviter ;

- * le dessèchement des plantes
- * le démantèlement des mottes (les motte seront parfaitement calées de façon à éviter tout mouvement de la motte par apport au tronc).
- * le tassement, les bris, la détérioration, le gel et dessèchement des racines.
- * Les transports des sujets doit être en quantité raisonnable para port aux capacités du camion.

Manutention

L'entreprise devra posséder sur le site tout le matériel adéquat pour le déchargement. Aucune manutention n'est admise par le collet des plantes ou en s'aidant des rameaux. Toutes les prises doivent se faire en s'aidant de l'emballage pour supporter les mottes (sachets, pot).

Dans le cas de transports manuels de mottes lourdes, il est exigé de les effectuer sur bâches carrées portées aux angles par quatre personnes au minimum.

N.B : Toutes dégradations ou cassure de fourniture lors de la livraison reste à la charge du fournisseur pour toute la fourniture objet du marché

DESCRIPTIF DES PRIX

Arbres

Prix n°1 : Fourniture de Ficus retusa (H=2,50 à 3,00 m ;Ω= 22 à 24cm.pot= 65 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Ficus retusa de circonférence de 18 à 20 cm et d'une hauteur de 2.50 à 3.00 m, Tous les arbres doivent être fournis en pot de 65 litres de volume.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°1

Prix n° 2: Fourniture de Populus negra italica . (H=3,50 à 4,00 m ;Ω= 16 à 18cm;pot= 45L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture populus negra italica de circonférence de 16 à 18 cm et d'une hauteur de 3.50 à 4 m, Tous les arbres doivent être fournis en pot de 45 litres de volume.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°2

Prix n° 3 : Fourniture de Brachychiton Discolor de (H=2,50 à 3,00M ;Ω= 22 à 24cm ,pot= 65 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Brachychiton Discolor de de circonférence de 22 à 24 cm et d'une hauteur de 2.50 à 3.00 m, Tous les arbres doivent être fournis en pot de 65 litres de volume.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°3

Prix n° 4 : Fourniture de Populus negra (H=2,50 à 3,00 m ;Ω= 22 à 24cm ,pot= 65 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Populus Negra de circonférence de 22 à 24 cm et d'une hauteur de 2.50 à 3.00 m, Tous les arbres doivent être fournis en pot de 65 litres de volume.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°4

Prix n° 5 : Fourniture de citrus aurantium (H=2,50 à 3,00 m ;Ω= 26 à 28cm ,pot= 65 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Citrus Aurantium de circonférence de 26 à 28 cm et d'une hauteur de 2.50 à 3.00 m, Tous les arbres doivent être fournis en pot de 65 litres de volume.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°5

Prix n°6 : Fourniture de cupressus sempervirens stricta de (H=3,00 à 3;50 m ; force 150/200cm , pot= 65 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de cupressus sempervirens stricta, de force de 150 /200 cm et d'une hauteur de 3.00 à 3.50 m, en pot de 65 litres de volume.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°6

Prix n°7: Fourniture de Delonix regia (H=2,00 à 2,50 m ;Ω= 14 à 16cm ,pot= 45L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Delonix Regia d'une hauteur de 2.00 à 2,50 m, livré en pot de 45 litre, et de circonférence de 14 à 16 cm

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°7

Plantes

Prix n°8 : Fourniture de phoenix robinilli simple stype (H=0,70 à 0,80 m,pot 50 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Phoenix Roebelenii de simple stipe de 0.70 à 0.80m en pot de 50 litres de volume.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°8

Prix n°9: Fourniture de Eugenia boule (Ω= 50 à 60cm,pot 20 L)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Eugenia boule de 50 à 60 cm de diamètre livré en pot de 20 litre,

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°9

Prix n°10: Fourniture de Pittosporum Tobera boule (Ω= 50 à 60cm,pot 20 L) .

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Pittosporum Tobera boule de 50 à 60 cm de diamètre livré en pot de 20 litre,

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°10

Prix n°11: Fourniture de strilithzia reginie

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Strelitzia Reginae en touffe d'une hauteur de 0.40 à 0.50 m, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°11

Prix n°12: Fourniture de Clivia Miniata.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Clivia miniata d'une hauteur de 0.30 à 0.40 m, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°12

Prix n°13 : Fourniture d'agapanthe praecox

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture d'Agapanthe praecox d'une hauteur de 0.30 à 0.40 m, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°13

Prix n°14 : Fourniture de Rosier varié.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Rosier varié d'une hauteur de 0.35 à 0.45 m, bien ramifier, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°14

Prix n°15 : Fourniture de limonium (clorophetum)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Limonium (clorophetum) d'une hauteur de 0.30 à 0.40 m, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°15

Prix n°16: Fourniture de Laurier panaché.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de laurier panaché d'une hauteur de 0.35 à 0.40 bien ramifier, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°16

Prix n°17 : Fourniture de Gazania.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Gazania d'une hauteur de 0.30 à 0.35m bien touffue, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°17

Prix n°18 : Fourniture de Duranta Repens.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Durenta Repens d'une hauteur de 0.35 à 0.40 bien ramifier, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°18

Prix n°19 : Fourniture de Pennisetum cetasum rubrum.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Pennissetum cetasum rubrum d'une hauteur de 0.30 à 0.35m bien touffue, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°19

Prix n°20 : Fourniture de Pennisetum cetasum.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de Pennissetum cetasum d'une hauteur de 0.30 à 0.35m bien touffue, livré en sachets plastiques.

Prix payé à l'unité hors TVA au prix n°20

.

ARTICLE 29 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX

Marché n° 25/CS/2025

ACHAT D'ARBRES ET DE PLANTES

« COMMUNE DE SALE »

LOT UNIQUE

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 , paragraphe 1 de l'article 20 , l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Arrêté le présent marché à la somme de :

.....

PRESENTE PAR :

CHEF SERVICE

Lotfi YAFAA
Chef de Service
des Espaces Verts

CHEF DIVISION

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

A SALE, LE :

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNE
DE SALE :**

Omar SENTISSI
Président de la Commune de Salé

A SALE, LE :

WISE PAR

A SALE, LE :

**LU ET ACCEPTE PAR :
(L'Entrepreneur)**

A SALE, LE :

APPROUVE PAR